Le Monde
VENDREDI 27 OCTOBRE 2017

Blessés à la tête

Les soldats victimes de stress post-traumatique sont de plus en plus nombreux en France. L'armée s'efforce d'améliorer le suivi des malades

Quand Sandra a vu tous les élèves affluer dans la cour du collège, à la rentrée, son cerveau s'est comme déconnecté. Sept cent cinquante enfants ressemblant à des adultes. Autant de silhouettes menaçantes. Ses réflexes d'ancienne soldate sont revenus aussitôt. Elle s'est plaquée dos au mur et a inspecté les toits du regard. En Afghanistan, c'est là que se postaient les talibans avant de faire sauter les mines. Sa tête bourdonnait, son cœur cognait, la sueur lui coulait dans le dos. Pour résister jusqu'à la fin de la récréation, Sandra a fixé des yeux l'écolier dont elle devait s'occuper. Elle a tenu. Puis, le soir venu, à la maison, elle s'est effondrée.

Voilà neuf ans que cette quadragénaire à la solide carrure, ancienne aide-soignante dans l'armée, est rentrée d'Afghanistan, et deux ans qu'elle a changé de métier en devenant auxiliaire de vie scolaire dans une ville de province. Mais son médecin l'a encore dit début septembre, quand il lui a prescrit deux semaines d'arrêt-maladie : au fond, elle est toujours *« là-bas »,* comme tous les soldats atteints de stress post-traumatique, cette blessure invisible dont on ne guérit jamais vraiment.

Combien sont-ils, ces vivants revenus d'entre les morts ? Officiellement, quelques centaines ; sans doute davantage en réalité. Le médecin en chef Laurent Melchior Martinez, coordonnateur national du service médico-psychologique des armées, dénombrait, au 1er mars, 765 militaires diagnostiqués et suivis en congé longue maladie. A cela s'ajoute une partie – non comptabilisée – des 846 blessés, physiques et psychiques, suivis par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG). Ces chiffres sont à prendre avec *« grande prudence »*, admet l'institution militaire, car ils excluent les soldats qui ignorent ou cachent leur état, vécu comme honteux, et ceux qui sont suivis dans le civil. *« On se doute qu'on ne les connaît pas tous, notamment parce que la maladie peut se déclarer longtemps après le choc initial. Mais de moins en moins nous échappent »*, assure Laurent Melchior Martinez.

Le stress post-traumatique a longtemps été tabou dans les rangs militaires français. Il a fallu attendre 2013 pour que l'armée accepte, sous la pression, de vraiment le reconnaître et le prendre en charge. Aujourd'hui, elle s'efforce d'améliorer et de coordonner le suivi des malades. Avec un mot d'ordre, répété le 23 juin lors de sa première Journée nationale des blessés : *« N'en laisser aucun sur le bord du chemin. »* C'est tout l'enjeu des années à venir : la réinsertion de ces femmes et de ces hommes *« sans blessure apparente »,* que la guerre a détruits. Un défi colossal tant le processus est long, complexe, et l'action de l'armée encore balbutiante.

RETOUR À LA VIE CIVILE DOULOUREUX

Sandra, elle, est tombée malade trop tôt, quand l'armée refusait d'admettre cette réalité, reconnue depuis longtemps aux Etats-Unis. Comme tant d'autres soldats, la jeune femme a dû tenter de s'en sortir par ses propres moyens, surmonter l'épreuve de la dépression, puis celle de l'alcool. Elle vit désormais avec son fils de 5 ans dans un appartement truffé de jouets. Raconter son histoire lui coûte. Des tics nerveux lui viennent à l'évocation des tirs de roquettes, des mines, des embuscades… Mais, même si ses crises d'angoisse la prennent parfois en pleine rue, elle s'en sort plutôt bien. Après ses deux semaines d'arrêt, en septembre, elle a retrouvé du travail dans une école primaire, le seul environnement où elle se sente en sécurité. Là, au moins, *« les enfants ressemblent vraiment à des enfants »*.

Pour d'autres soldats, le retour à la vie civile est plus douloureux. Certains multiplient les tentatives de suicide ou se retrouvent à errer dans les rues. Quitter l'armée revient en effet à sauter dans le vide. Une étape terrifiante, mais souvent salutaire. Quelque 80 % des blessés psychiques veulent se reconvertir dans le civil, contre 20 % qui souhaitent rester dans ses rangs – une proportion inverse pour les blessés physiques.

Consciente des limites de Défense Mobilité, l'agence de reconversion de la défense, conçue pour reclasser en masse (12 800 militaires par an), l'armée de terre a mis sur pied un outil spécifique, en 2015, pour les victimes de stress post-traumatique. Baptisé « Omega », ce dispositif vise à les accompagner vers un retour progressif à l'emploi quand elles basculent en congé longue maladie, lequel peut durer jusqu'à huit ans. La réinsertion exige d'infinies précautions. *« Nous devons travailler au cas par cas, c'est de la dentelle »*, souligne le lieutenant-colonel Antoine Brûlé, chef de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (Cabat), qui gère Omega.

« NOUS DEVONS TRAVAILLER AU CAS PAR CAS, C'EST DE LA DENTELLE »

ANTOINE BRÛLÉ
chef de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre

La priorité est d'amener les soldats à formuler un projet professionnel, alors qu'ils n'ont plus goût à la vie ni confiance en eux. Il faut ensuite convaincre les entreprises de les embaucher. Les blessures psychiques les effraient. *« Les boîtes ont peur que les blessés disjonctent, cassent tout ou soient prostrés »*, résume Bertrand Dunoyer de Segonzac, administrateur de l'association Solidarité Défense. Elles redoutent le potentiel manque de fiabilité de ces possibles recrues, dont le handicap s'accommode mal avec l'exigence de rentabilité. Pour remédier au problème, la défense prépare, à l'intention des entreprises, un *« guide d'emploi du blessé »* qu'elle espère sortir avant l'été 2018.

En attendant, patrons et DRH traînent les pieds. L'obligation légale d'embaucher des handicapés – un statut dont peuvent bénéficier les blessés psychiques, selon leur taux d'invalidité – ne suffit pas à les convaincre. Idem pour la fibre patriotique. *« Je leur explique que c'est un devoir d'aider les militaires, parce qu'ils risquent leur peau pour nous, et qu'on leur doit bien ça »*, détaille M. Dunoyer de Segonzac. Mais la France n'est pas le Royaume-Uni ni les Etats-Unis, pays où les vétérans sont glorifiés. Les entreprises peinent à voir où est leur intérêt et préfèrent ne pas prendre de risque.

Pour contourner l'obstacle, l'armée de terre collabore depuis 2015 avec une poignée d'entre elles – 13 à ce jour, dont une majorité de fournisseurs de la défense –, à qui elle a fait signer une charte. Renault Trucks Défense, Thales, Decathlon ou encore Michelin accueillent ainsi quelques blessés suivis par la Cabat, pour des « immersions » de six mois à un an en moyenne, sans obligation d'embauche à l'issue du contrat. Depuis le lancement du dispositif, 70 immersions ont été réalisées – dont une dizaine abandonnées en cours de route à l'initiative des blessés – et 11 contrats à durée indéterminée signés. Une goutte d'eau, alors que les dossiers s'accumulent. *« Il y a quelques sortants et beaucoup d'entrants »*, confirme Annie Lucas, chef du pôle réinsertion de la Cabat.

Décrocher un emploi ne suffit pas. Encore faut-il un poste adapté pour ne pas raviver le traumatisme. Un soldat suivi par la Cabat en a fait la douloureuse expérience chez Michelin, lorsqu'il s'est retrouvé à l'atelier de fabrication des gommes. Des petites bulles éclataient toute la journée. Terrorisé, il se jetait à terre à chaque fois, rattrapé par le souvenir des explosions.

Face à la difficulté de trouver un poste sur mesure, des blessés rêvent de monter leur propre société. Pas de patron, pas d'horaires fixes, un travail à son rythme… Mais, là non plus, ils ne sont pas à l'abri de rechutes, à l'image de Nicolas, un jeune soldat revenu d'Afrique. Une fois son affaire lancée, il a tout laissé tomber du jour au lendemain et a quitté sa famille dans la foulée. Depuis, il n'a plus de droits et vivote, rongé par la honte.

L'armée sait que le plus difficile est à venir, quand d'autres militaires brisés par les opérations des dernières années (Afghanistan, Mali, Centrafrique) viendront toquer à sa porte. *« On s'attend à des flux plus massifs dans quelques années »*, avertit le colonel Stéphane Chauffert-Yvart, responsable de l'accès à l'emploi des blessés au sein de Défense Mobilité. L'armée sera-t-elle capable de les réinsérer ? Plusieurs en doutent, vu l'ampleur de la tâche et les moyens, humains et financiers, que cela exigerait.

« IL N'Y A PAS DE SOLDAT À DEMI-TARIF »

Une réflexion est en cours sur l'élargissement du dispositif Omega. Mais l'armée manque de recul pour savoir si son processus de réinsertion fonctionne et comment faire pour que ce soit le cas. L'Institut de recherche biomédicale des armées mène la toute première étude sur le sujet. D'après ses résultats temporaires, transmis au *Monde*, de 60 % à 70 % des blessés ont une démarche de réinsertion *« en cours »* ou *« réussie »*. *« La question, ce sont les 30 % à 40 % restants,* souligne la médecin en chef chargée de l'étude. *Comment procéder pour eux ? »*

Certaines tentatives de réinsertion de la Cabat ne correspondent pas aux attentes des blessés, suscitant leur exaspération. D'autres restent vaines, comme dans le cas de Paul, réchappé par miracle d'une explosion en Afghanistan. A 50 ans, il s'est fait à l'idée qu'il n'y aurait pas d'« après ». En ce lundi matin, il est là, assis à la table du salon familial, immobile, le corps voûté, le regard absent. Sain et sauf, mais démoli. Le buffet est recouvert de médicaments, éparpillés au milieu des plantes et de la chaîne hi-fi. Reconnu comme grand invalide de guerre, Paul est en congé-maladie depuis trois ans et suit un traitement lourd. Ses gestes sont devenus lents, pénibles. *« Au vu de ce qui me reste, je n'ai plus ma place dans le monde du travail »*, prévient-il. L'armée lui a bien proposé de le réintégrer à temps partiel, mais il a refusé. *« Je ne peux plus partir en opération,* dit-il. *Or un militaire doit pouvoir tout faire. Il n'y a pas de soldat à demi-tarif. »*

Résigné, il vient de demander sa réforme. Comme de nombreux militaires atteints du même syndrome, il se sent *« inutile »*, alors que, pour lui, l'armée était une *« vocation »* et *« représentait tout »*. Impossible pour autant d'envisager de reprendre un travail dans le civil : à chaque fois que la Cabat lui a parlé de projet professionnel, il a fait une crise d'angoisse.

L'horloge affiche 11 heures. Une ambulance se gare dans la cour de la maison, isolée en pleine campagne. Paul se lève. C'est le moment de son rendez-vous à l'hôpital de jour, à quarante-cinq minutes de là. Son seul contact avec l'extérieur, trois fois par semaine. *« La Cabat fait ce qu'elle peut, mais il faut être réaliste, mon mari n'est plus autonome*, soupire Isabelle, son épouse. *Qu'est-ce qu'il pourrait bien entreprendre ? »* Tiraillée entre espoir et accablement, elle a eu une idée, la dernière, pour l'aider à rebondir : partir dans le Sud, fuir les regards pesants, et recommencer de zéro. *« Faire peau neuve »*, résume Paul. Dans sa nouvelle vie, il ne dira que ce qu'il veut bien raconter. Ils ont prévenu les enfants : *« Ce sera notre secret. »* ■

FAUSTINE VINCENT